



© Shutterstock: Niyaz

SK  EU2016

# Les priorités du **CESE** durant la **présidence slovaque**

Juillet – décembre 2016



*Comité économique et social européen*

## Le mot du président

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, douze ans après son adhésion, la République slovaque prendra, le 1<sup>er</sup> juillet, la présidence du Conseil.

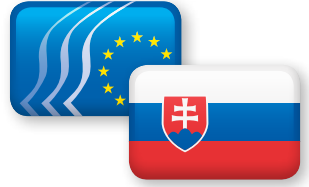
Comme chacun sait, les pouvoirs de l'État membre qui assume la présidence sont relativement limités, mais c'est à lui qu'il appartient de donner des impulsions, de coordonner les réunions et leurs agendas, et de procéder à des opérations de communication vis-à-vis des medias et des citoyens – ceux de toute l'Union, bien sûr, mais tout particulièrement ceux de l'État membre concerné lui-même. L'exercice de la présidence est aussi une façon de montrer que l'Union n'est pas un superpouvoir extérieur qui opprimerait les États membres «d'en haut» ou «de Bruxelles»: c'est une union d'États dans laquelle chacun a son rôle à jouer.

À l'heure où ces lignes sont écrites, on ne dispose encore que d'un document préparatoire de la future présidence slovaque sur ses priorités. Ce document souligne lui-même que le programme ne sera adopté que dans les derniers jours de juin et qu'il tiendra compte des événements qui vont survenir dans les mois qui précéderont sa publication.

Il s'appuie sur le Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement que le Conseil a adopté en juin 2014 et il a le mérite de souligner que l'adhésion a eu un effet positif sur le développement du pays et que la présidence est une occasion unique de contribuer plus que jamais au fonctionnement de l'Union et d'approfondir la réussite de la Slovaquie en tant que membre de l'Union.

Le même document – dans sa version anglaise – relève que «la République slovaque va présider le Conseil de l'Union européenne en des temps où celle-ci est confrontée à un certain nombre de défis: migrations, terrorisme, foyers de tension dans





son voisinage, répercussions de la crise de la zone euro et un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union. Ces défis sont souvent générateurs de division dans l'Union et de remises en cause de projets communs qui sont des réussites, y compris la monnaie européenne commune et l'espace Schengen. Un tel climat favorise la montée de sentiments politiques radicaux» avant d'ajouter que «en assumant la présidence, nous sommes prêts à jouer le rôle d'agent constructif œuvrant au bénéfice de l'Union dans son ensemble. Il n'est pas toujours facile de coopérer et d'atteindre des compromis, mais nous chercherons à répondre à tous les grands défis d'une façon qui maintienne la cohésion de l'Union européenne, qui réaffirme ses principes fondamentaux et qui renforce les projets réussis ayant un impact positif dans la vie courante. C'est vital pour préserver la prospérité et la sécurité dans tous les États membres: le Royaume-Uni dans l'Union européenne; un espace Schengen fort vis-à-vis de l'extérieur et exempt de doutes à l'intérieur; des flux migratoires régulés; une zone euro qui fonctionne, avec des instruments anti-crise efficaces».

Ce sont effectivement là quelques-uns des plus grands défis à relever, et ce sont bien les déchirements ainsi que les sentiments et discours extrémistes qu'il est grand temps de combattre. C'est aussi ce à quoi le Comité lui-même s'attachera, sans négliger, bien entendu, aucun des autres thèmes que le Conseil et la présidence slovaque évoquent. J'ajouterais qu'il est résolu à travailler énormément, durant la présidence slovaque, au «pilier de droits sociaux» sur lequel la Commission lui a récemment demandé de se pencher. Il est temps de présenter aux citoyens des avancées et des réussites là où ils voient trop de reculs et d'échecs.

À propos d'avancées et de réussites, je serais vraiment heureux si, dans son document final, la future présidence pouvait prévoir une présence effective de la société civile, des partenaires sociaux et des dialogues que l'Union en général et chaque État en particulier doivent cultiver s'ils veulent une société paisible, cohérente, logique et impliquant raisonnablement ses citoyens.

**Georges Dassis**  
*Président du CESE*

# Une société civile forte et stable, le socle d'une Union européenne forte et stable

La Slovaquie assume la présidence du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2016. Elle a ainsi une occasion unique d'exploiter son potentiel pour obtenir des résultats et présenter ses objectifs pour une Europe commune.

En tant que jeune pays, elle a la possibilité de présenter son vécu d'adhésion réussie à l'Union européenne et à l'Union monétaire. Nous proposerons d'aborder des sujets importants dans les domaines de l'énergie, de la numérisation ainsi que des inégalités sociales et en termes de revenus.

D'autres tâches peuvent se présenter pour relever les défis liés à la stabilité de l'espace Schengen ou au résultat du référendum au Royaume-Uni. Toutefois, ce n'est la quantité d'actions que nous accomplissons qui importe, l'enjeu étant de trouver des solutions de sorte à améliorer la qualité de vie du plus grand nombre possible d'habitants de l'Union européenne.

La stabilité de la société civile, qui est la condition essentielle de la réussite économique, l'équilibre dans les relations industrielles et une démocratie stable peuvent contribuer à la réalisation des actions proposées. Les représentants de la société civile dans les différents pays doivent œuvrer à l'amélioration de la confiance au sein d'une Europe commune. Si la confiance devait cesser d'opérer, personne ne pourrait trouver suffisamment d'argent pour réparer les dommages.

Nous ne pouvons pas davantage être satisfaits de la fixation à la hâte d'objectifs à court terme. Le monde d'aujourd'hui est dominé par l'ici et maintenant. Tout un chacun veut tout avoir immédiatement. Beaucoup n'ont pas intérêt à fixer des objectifs à long terme. Pour fixer des objectifs à long terme, nous avons besoin de courage et de volonté politique. Les représentants de la société civile doivent être capables de trouver les mots appropriés dans leurs déclarations afin de convaincre les responsables politiques qu'ils peuvent lui faire confiance et qu'ils peuvent également promouvoir des objectifs stratégiques à long terme.

Nous ne résoudrons pas les problèmes rencontrés par les citoyens de l'Union européenne d'un coup, mais nous pouvons d'emblée leur dire que nous serons à leur côté dans les bons comme dans les mauvais moments. Et c'est la principale force de la société civile au sein du Comité économique et social européen et dans tous les pays de l'Union européenne.

**Emil Machyna**

*Membre slovaque du Bureau du CESE*

*Membre du Groupe II*



# Les membres slovaques du CESE



## Vladimír BÁLEŠ

### Groupe III – Activités diverses

Professeur à l'Université technique slovaque de Bratislava

[vladimir.bales@stuba.sk](mailto:vladimir.bales@stuba.sk)



## Jarmila DUBRAVSKÁ

### Groupe I – Employeurs

Directrice du département de l'agriculture et des services de la Chambre d'agriculture et de l'industrie alimentaire slovaque (SPPK)

[dubravska@sppk.sk](mailto:dubravska@sppk.sk)



## Rudolf KROPIL

### Groupe III – Activités diverses

Président de la Conférence des recteurs de Slovaquie

[kropil@tuzvo.sk](mailto:kropil@tuzvo.sk)



## Emil MACHYNA

### Groupe II – Travailleurs

Président du syndicat KOVO (OZ KOVO)

[maria.jurkovicova@gmail.com](mailto:maria.jurkovicova@gmail.com)



## Mária MAYEROVÁ

### Groupe II – Travailleurs

Présidente du Syndicat slovaque de l'administration publique et de la culture (SLOVES)

[mayerova@sloves.sk](mailto:mayerova@sloves.sk)



## Peter MIHÓK

### Groupe I – Employeurs

Président de la Chambre slovaque de commerce et d'industrie (SOPK), président de la Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF) de la Chambre de commerce internationale (ICC) et président du Conseil économique et social de la République slovaque (HSV-SR)

[predseda@sopk.sk](mailto:predseda@sopk.sk)



## Juraj SÍPKO

### Groupe III – Activités diverses

Directeur de l'Institut d'économie de l'Académie slovaque des sciences (SAV)

[juraj.sipko@savba.sk](mailto:juraj.sipko@savba.sk)



## Martina ŠIRHALOVÁ

### Groupe I – Employeurs

Chef de projet au sein de la Fédération des associations d'employeurs de la République slovaque (AZZZ SR)

[sirhalova@azzz.sk](mailto:sirhalova@azzz.sk)



## Anton SZALAY

### Groupe II – Travailleurs

Président du Syndicat slovaque de la santé et des services sociaux (SOZZaSS)

[szalay@sozzass.sk](mailto:szalay@sozzass.sk)

De gauche à droite:

Jarmila Dubravská, Emil Machyna, Juraj Sipko, Vladimír Báleš, Mária Mayerová, Anton Szalay, Rudolf Kropil, Peter Mihók, Martina Širhalová.



# Les priorités de la société civile européenne durant la présidence slovaque

La pauvreté et l'exclusion sociale étant toujours en augmentation, le Comité économique et social européen (CESE) a l'intention de continuer d'insister sur le **modèle social européen**, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'élaboration d'un socle européen des droits sociaux, sur l'investissement social en tant que facteur productif et sur l'efficacité et la fiabilité des systèmes de prestations sociales. La création d'emplois est une priorité absolue et le CESE se concentrera sur les politiques novatrices à dimension humaine, permettant de trouver le juste équilibre entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales. Le semestre européen et la stratégie Europe 2020 sont des éléments essentiels dans ce contexte. Une attention particulière sera accordée aux mesures qui permettent de créer des emplois stables et de qualité, en particulier à l'intention des jeunes, des migrants, des réfugiés et des chômeurs de longue durée.

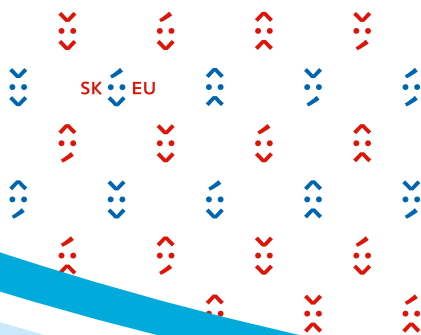
Le CESE va également promouvoir le **travail décent** et une **mobilité des travailleurs plus équitable**, en particulier en ce qui concerne les conditions de travail et les salaires. La recherche et l'innovation sont essentielles pour **améliorer la compétitivité, créer de la croissance et des emplois et relever les défis de société**. Le

Comité examinera les incidences que la transition numérique et la transition vers une économie verte, à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources sont susceptibles d'avoir sur l'emploi et les qualifications. Plus spécifiquement, à la demande de la présidence slovaque, le CESE analysera l'impact des évolutions technologiques sur le régime de sécurité sociale et le droit du travail.

Conscient de la nature évolutive du secteur industriel, le CESE suivra de près les développements de **l'industrie 4.0** et les analysera. En particulier, le Comité étudiera de quelle manière mettre en place un cadre réglementaire à un coût supportable pour les entreprises, en maintenant un juste équilibre entre la compétitivité industrielle et la protection des consommateurs, des travailleurs et de l'environnement.

Le Comité continuera à soutenir une **politique d'immigration et d'asile plus ouverte et réellement commune** reposant sur une plus grande solidarité et sur le partage des responsabilités au sein de l'Union européenne. Il œuvrera également en faveur d'une meilleure reconnaissance de la contribution des immigrants à l'économie et à la société européennes, de leur **intégration dans le marché de l'emploi et la société au sens large** et de l'amélioration de leur éducation et de leur formation, et continuera à demander que leurs droits fondamentaux soient pleinement respectés.

Le CESE contribuera activement à la révision en cours de la **stratégie globale de l'Union européenne concernant les questions de politique étrangère et de sécurité**, ainsi que des principaux domaines de la politique extérieure de l'UE tels que **le commerce, l'élargissement, les**





**politiques de voisinage et de développement d'après-Cotonou**, la dimension extérieure des principales politiques de l'Union européenne comme la **politique énergétique** de l'UE, la **mise en œuvre des ODD** et le respect de **normes de travail décentes dans le commerce international**.

La promotion de la **migration légale**, d'une intégration accrue des partenariats euro-méditerranéen et UE-Afrique (y compris via les échanges commerciaux), et d'une plus grande cohésion de la société civile dans les pays du sud sera également un thème central des activités liées à **Euro-med** et aux **pays africains**. En ce qui concerne les **voisins européens de l'Est**, la principale priorité sera la participation de la société civile au suivi de la mise en œuvre des accords d'association. Une plateforme de la société civile avec la Géorgie, et un groupe consultatif interne pour l'Ukraine seront créés.

Le Comité assurera un suivi des **négociations commerciales de l'UE** et un suivi par la société civile des accords de l'UE. Une attention particulière sera accordée aux accords de libre-échange approfondi et complet (ALEAC) avec **l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie**, ainsi qu'aux négociations avec les **États-Unis, le Japon, le Maroc et la Tunisie**. La question des **chaînes d'approvisionnement au niveau mondial** et du développement durable dans les accords commerciaux fera l'objet d'un avis, qui constituera également une contribution à la conférence annuelle de l'OIT, en juin 2016. Le Comité publiera son avis concernant l'impact que l'éventuel octroi à la Chine du statut d'économie de marché (aux fins des instruments de défense commerciale) aura sur les principaux secteurs industriels (ainsi que sur l'emploi et la croissance).

La présidence slovaque sera associée aux travaux du CESE dans deux domaines: **l'élargissement**, plus particulièrement en ce qui concerne la responsabilisation des organisations de la société civile dans les pays des Balkans occidentaux en tant que facteur déterminant de stabilité et de démocratie, et **l'Amérique latine**, zone pour laquelle la présidence sera associée à la contribution de la **table ronde de la société civile UE-Brésil** au sommet 2016 UE-Brésil.

À la suite de l'adoption du **programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies**, le Comité attend de l'Union européenne et de ses États membres qu'ils mettent en œuvre le nouveau programme tant dans leurs politiques intérieures que dans les politiques extérieures, en associant la société civile de l'UE et des pays tiers. Pour cette raison, le CESE organisera en juillet 2016 une manifestation destinée à inciter la Commission à jeter les bases d'un cadre stratégique à long terme pour la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030. Le CESE compte également promouvoir la création d'un **forum européen du développement durable**, qui devrait fournir un cadre régulier, stable, structuré et indépendant pour la participation de la société civile à la mise en œuvre, au suivi et au réexamen des ODD à l'échelle de l'UE. En outre, le CESE surveillera de près la **coordination des systèmes de sécurité sociale** dans le cadre de la politique de développement.

À la suite de l'accord de Paris, il est nécessaire de maintenir une dynamique positive et une volonté politique forte pour assurer la transition vers un avenir résilient face au changement climatique et à faibles émissions de carbone. Dans un nouvel avis, le CESE proposera des moyens spécifiques de faire

participer la société civile à la **mise en œuvre de l'accord de Paris**, notamment en promouvant un nouveau cadre mondial de gouvernance multilatérale. L'accent sera également mis sur le secteur de l'utilisation des terres (l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie – UTCATF) compte tenu de la proposition visant à intégrer ce secteur dans le **cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030**. Afin de recueillir les points de vue de la société civile avant la COP 22 qui aura lieu à Marrakech, le CESE organisera en octobre une grande manifestation, qui mettra plus particulièrement l'accent sur le rôle des énergies renouvelables et de l'agriculture durable dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Le CESE a pour objectif global de veiller à accroître l'attractivité des **zones rurales et éloignées**, en particulier pour les jeunes. Il fera la promotion des principales recommandations formulées dans son avis exploratoire sur la simplification de la PAC, qui sera la principale priorité politique de la DG AGRI en 2016. Dans un avis d'initiative, le Comité réfléchira également aux facteurs qui influenceront la PAC d'après 2020. Le CESE est de plus en plus préoccupé par les conséquences environnementales et sociales de la production et de la consommation alimentaires, dans le contexte de la **sécurité alimentaire mondiale**. Il continuera à aborder la question des systèmes alimentaires durables de manière globale et transversale. Il élaborera un avis sur le thème «Promouvoir des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire plus équitables», en analysant les effets économiques, sociaux et environnementaux préjudiciables des pratiques commerciales déloyales dans la chaîne

d'approvisionnement alimentaire, et en formulant des recommandations d'actions au niveau de l'UE.

Le Comité poursuivra son évaluation critique de la mise en œuvre de la **stratégie Europe 2020**, en coopération étroite avec le réseau des Conseils économiques et sociaux nationaux et d'autres parties prenantes. Il estime que les relations futures entre la stratégie et les objectifs de développement durable seront une occasion unique de créer une stratégie unique, horizontale et intégrée destinée à orienter les politiques jusqu'en 2030 et au-delà.

Les travaux vont se poursuivre dans les domaines de **l'entreprise sociale** et de **l'économie sociale**. En réponse aux demandes de la société civile, le CESE continuera de suivre et d'évaluer les évolutions politiques qui se produisent à l'échelle de l'UE et des États membres. Il recensera les mesures concrètes visant à améliorer l'environnement général des entreprises de l'économie sociale, diffusera les bonnes pratiques dans les États membres et renforcera la visibilité de ce secteur. **De nouvelles formes de production et de consommation** telles que l'économie collaborative et l'économie du partage figureront parmi les priorités du CESE. Le Comité s'est trouvé en première ligne pour traiter de ces tendances, et compte élaborer un avis d'initiative sur l'économie de la fonctionnalité.

En faisant la promotion de son avis sur le paquet «Économie circulaire», adopté en avril 2016, le CESE contribuera à canaliser les positions de la société civile, en créant éventuellement une plateforme européenne ad hoc rassemblant un grand nombre de parties prenantes. Il s'efforcera de maintenir la pression sur les responsables politiques pour assurer que le **plan d'action de**





**la Commission relatif à l'économie circulaire** conduite à des mesures spécifiques en faveur d'une économie efficace dans l'utilisation des ressources. Un nouvel avis sur le concept de «coup de pouce» et les moyens éventuels de l'appliquer aux politiques européennes renforcera la contribution du CESE à l'écologisation de l'économie.

Au cours du second semestre de 2016, le CESE élaborera un avis sur **l'examen à mi-parcours de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité**, avec pour objectif principal d'exercer une forte pression sur la Commission et les États membres de l'UE afin qu'ils respectent leurs engagements antérieurs. La Commission a également invité le CESE à contribuer à l'examen à mi-parcours du programme LIFE au cours de cette même période.

L'amélioration de la réglementation est une thématique qui figure au rang des priorités du CESE. Le Comité suit très attentivement la mise en œuvre du **paquet «Mieux légiférer»** et élaborera, à la demande de la présidence slovaque, un avis exploratoire sur ce sujet dans le but de trouver un équilibre entre la minimisation du coût de la réglementation pour les entreprises et la réalisation des objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux.

Au cours de la présidence slovaque, le CESE poursuivra ses travaux prioritaires dans le cadre du débat interinstitutionnel sur l'approfondissement et l'achèvement de **l'Union économique et monétaire européenne**, notamment en prenant en compte les positions de tous les acteurs concernés de la société civile. Un certain nombre de mesures économiques, sociales, politiques et institutionnelles destinées à assurer une meilleure gouvernance et une plus grande convergence dans la zone euro et dans l'ensemble de l'UE ont

déjà été examinées dans de récents avis du Comité sur **le train de mesures** de la Commission **sur l'approfondissement de l'UEM** et la phase 1 d'achèvement de l'UEM (2015-2017) qui y correspond, comme indiqué dans le rapport des cinq présidents. Le CESE va à présent donner suite à ces propositions en organisant différents débats et rencontres avec des représentants institutionnels et des acteurs concernés de Bruxelles et des États membres. En outre, avant la fin de la présidence slovaque, le Comité entend se concentrer sur les travaux de préparation de la **phase 2 d'achèvement de l'UEM (2017-2025)**, dans le cadre de laquelle il est prévu d'apporter des changements plus profonds à l'organisation de la zone euro. Plus particulièrement, le CESE prévoit d'organiser une **conférence de haut niveau sur l'UEM**, qui se penchera sur les différents éléments qu'il faudrait mettre en place au cours des dix prochaines années pour assurer la prospérité et le caractère durable de l'économie sociale de marché en Europe.

Le CESE contribuera à la révision obligatoire à mi-parcours du **cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020** en donnant son point de vue. Dans cette perspective, le Comité élabore un avis d'initiative contenant des propositions en faveur d'un budget de l'UE fondé sur les performances et axé sur les résultats.

En ce qui concerne la fiscalité indirecte, la présidence sera marquée par les efforts visant à réformer en profondeur et à **moderniser le système européen de TVA**. Le CESE présentera ses conclusions et ses recommandations sur ce thème au début de la présidence. Dans le domaine de la fiscalité directe, la priorité sera donnée aux mesures visant spécifiquement à prévenir la planification fiscale agressive, à

renforcer la transparence fiscale, et à créer des conditions de concurrence égales dans l'UE pour toutes les entreprises. Le Comité contribuera à ce programme ambitieux, notamment au moyen de ses avis sur la révision de la directive relative à la coopération administrative et sur la directive relative à la lutte contre l'évasion fiscale. Dans un avis sur une plus grande transparence des sociétés cotées, le Comité examinera une initiative importante concernant un acte législatif visant à rendre la fiscalité des entreprises plus transparente pour le public afin de veiller à ce qu'elles paient leurs impôts là où elles réalisent effectivement leurs bénéfices. En ce qui concerne la question récurrente d'une **assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés** (ACCS), une proposition de directive à l'approche quelque peu modifiée permettra de donner un nouvel élan dans ce domaine au cours de la présidence slovaque.

En ce qui concerne les marchés financiers et le financement de l'économie, la période à venir sera marquée par le **plan d'action pour la mise en place d'une union des marchés des capitaux** (UMC) et sa mise en œuvre à l'aide d'instruments législatifs et non législatifs. Le CESE travaillera sur des initiatives législatives telles que le redressement et la résolution des défaillances des contreparties centrales, la révision des règlements relatifs aux fonds de capital-risque européens (EuVECA) et aux fonds d'entrepreneuriat social européens (EuSEF), et l'éventuelle proposition législative modifiant le règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) afin d'apporter des modifications au dispositif de Bâle. Le CESE se prononcera également sur le **cadre réglementaire** général des

**services financiers dans l'UE**, pour lequel la Commission cherche à mettre en évidence les éventuelles incohérences et lacunes de la réglementation financière, ainsi que les charges administratives superflues et les facteurs qui ont une incidence négative sur la croissance et les investissements à long terme. Le Comité se penchera également sur l'initiative envisagée pour un cadre intégré des obligations garanties visant à améliorer la transparence et la comparabilité des obligations garanties des différents États membres. L'avis d'initiative du CESE sur «Les limites des obligations de transparence applicables aux entreprises» apportera une contribution en temps opportun à l'initiative de la Commission relative aux lignes directrices non contraignantes sur la méthodologie de communication des informations non financières, prévue pour le dernier trimestre de 2016. Dans le souci de contribuer à la **création de croissance et d'emploi**, le CESE élaborera un avis d'initiative contenant des recommandations à l'intention des décideurs politiques sur les mesures et actions nécessaires pour créer un environnement favorable à la création d'entreprises et à leur développement ultérieur. Des politiques efficaces ciblées sur les jeunes entreprises contribueraient à favoriser la croissance, à baisser le niveau du chômage, à attirer des investissements étrangers et à retenir les talents en Europe.

Au cours de la présidence slovaque, le CESE poursuivra ses travaux sur le **développement des zones urbaines**. Il soutiendra la mise en œuvre du programme urbain de l'UE et se concentrera sur l'affinement de ce projet européen. Dans le même temps, il s'emploiera à recueillir des recommandations d'un large éventail d'organisations de la société civile – les bénéficiaires/consommateurs finaux des Fonds structurels et d'investissement



européens – sur l'utilisation des fonds, afin que leurs expériences étoffent les évaluations à mi-parcours sur lesquelles se fondera la **politique de cohésion au-delà de 2020**. Enfin, le CESE continuera à participer activement à la mise en œuvre de stratégies macrorégionales et d'autres programmes européens.

En ce qui concerne la **société de l'information**, le Comité poursuivra ses travaux relatifs aux activités de suivi afin de mettre en œuvre la stratégie pour le marché unique numérique, en mettant particulièrement l'accent sur des questions clés telles que le nouveau plan d'action pour l'administration en ligne, le blocage géographique et le réexamen du cadre réglementaire pour les réseaux et services de communications électroniques. L'organisation d'une conférence permettra d'accorder une attention particulière à l'économie numérique et au rôle des politiques publiques en tant qu'outil pour stimuler la croissance économique et les nouveaux modèles d'activité.

Le CESE s'appuiera sur ses précédents avis sur **l'Union européenne de l'énergie** pour présenter des propositions législatives plus spécifiques. Le Comité insistera sur la nécessité de répondre aux besoins des utilisateurs finaux de l'énergie, de responsabiliser les consommateurs d'énergie afin qu'ils deviennent des participants actifs au marché (en portant un intérêt particulier au phénomène des «prosommateurs»), et de faire en sorte que les citoyens et la société civile organisée puissent s'exprimer lorsqu'il s'agit de leur «avenir énergétique». L'idée d'un **dialogue européen sur l'énergie (DEE)** continuera d'être encouragée en tant que processus parallèle à l'Union de l'énergie. Le DEE fournira un cadre indépendant au dialogue avec la société civile, dans le contexte des plans énergétiques nationaux.

Le Comité poursuivra ses travaux destinés à promouvoir la mise en place d'un espace européen unique des transports. Une attention particulière sera accordée à **l'aviation civile dans l'UE** en promouvant une véritable stratégie de l'aviation européenne qui améliorera la compétitivité de la chaîne de valeur aérienne, afin que ce secteur demeure l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Le CESE élargira également le dialogue participatif entre les autorités et la société civile sur certains corridors centraux du réseau RTE-T. En outre, l'accent sera mis sur des questions d'actualité, telles que la **décarbonisation des transports** et les effets de la COP 21 sur la politique européenne des transports, les voitures sans conducteur, les mégadonnées et leurs incidences sociétales, la réglementation des activités liées à l'économie du partage dans le domaine des transports, ainsi que l'accès au marché et la dimension sociale du secteur.

Fil conducteur de nombreuses manifestations de communication du CESE en 2016, la question de la **migration** continuera d'occuper une place importante dans les activités de communication du Comité au cours de la présidence slovaque. Ce sera notamment le thème central du **séminaire des attachés de presse de la société civile**, qui se tiendra à Vienne en novembre 2016, ainsi que du **prix de la société civile** en décembre 2016. Différentes manifestations culturelles seront organisées à Bruxelles, tandis que les membres continueront de communiquer au niveau local sur le CESE et ses travaux par l'intermédiaire **d'activités relevant du programme «Going Local»** (investir l'échelon local) et de s'engager dans un dialogue à la fois dans leur pays d'origine et à Bruxelles.

# Le mot de la présidence slovaque



## **Ivan Korčok**

*Secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne*

La première présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne intervient à un moment où l'Europe fait face à différents défis qu'elle doit relever. Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à une crise sans précédent des migrants et des réfugiés, à l'instabilité de notre voisinage immédiat, ainsi qu'à la montée sur tout le continent du nationalisme et de l'euroscepticisme. Dans le domaine économique et social, la situation demeure compliquée. L'économie européenne connaît une croissance modérée tandis que persistent les disparités des performances économiques et des conditions sociales au sein de l'UE. Par conséquent, de nombreux États membres continuent d'affronter les défis que sont le chômage de longue durée et celui des jeunes, ainsi que le manque d'investissements.

En ces temps difficiles, la présidence slovaque est déterminée à contribuer substantiellement à la recherche en commun de solutions européennes. Nos priorités ont l'ambition première d'accroître la résilience de l'Europe et de mieux l'armer tant pour affronter les défis du jour que pour porter une vision stratégique d'avenir. À cette fin, la présidence entend centrer ses efforts sur un programme positif et des solutions pérennes qui aideront l'Europe à regagner la confiance de ses citoyens. Cet effort sera marqué par notre volonté de travailler en liens étroits avec le Comité économique et social européen, qui joue un rôle crucial pour jeter des ponts entre l'Europe et la société civile organisée.

La Slovaquie a défini les priorités de sa présidence en se fondant sur trois principes qui se renforcent mutuellement, à savoir produire des résultats tangibles dans les domaines où il est impératif d'agir, aider l'Europe à surmonter sa



# SK EU2016

fragmentation en s'attachant à des solutions qui rassemblent et placer les citoyens au cœur de nos efforts en répondant aux défis de leur vie quotidienne.

Les questions économiques et sociales constituent l'un des piliers fondamentaux de notre présidence. Il est essentiel de relancer l'investissement, tout comme de poursuivre les réformes structurelles et des politiques budgétaires responsables, pour affermir la reprise économique et favoriser la convergence au sein de l'Union européenne. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques a commencé à fonctionner avec succès, en revanche, l'Union économique et monétaire demeure inachevée. Ainsi, l'Europe est aujourd'hui confrontée à la tâche d'en consolider et d'en compléter les composantes, notamment sa dimension sociale et sa responsabilité démocratique. La présidence est convaincue qu'il incombe aux acteurs nationaux, tels que les partenaires sociaux, un rôle important dans ce processus.

Tout en posant une base solide pour la croissance et l'emploi, l'Union européenne devrait

s'attacher à des mesures visant à approfondir le marché unique. Pour en déployer toutes les potentialités, la présidence est convaincue que l'Europe devrait refléter les réalités d'aujourd'hui et soutenir les idées et les modèles d'entreprise novateurs qui suppriment les barrières entre les États membres et favorisent la cohésion sociale au sein de l'Union. Par conséquent, la présidence est déterminée à mettre l'accent sur des projets tels que l'union des marchés des capitaux, l'union de l'énergie ou le marché unique numérique, dont le potentiel peut permettre d'ouvrir de nouvelles possibilités aux consommateurs, aux professionnels et aux entreprises.

Pour réaliser ces objectifs ambitieux, la présidence slovaque escompte bien coopérer avec le Comité économique et social européen qui constitue la principale plate-forme européenne aux fins d'une participation pérenne de la société civile organisée au processus politique. En associant l'ensemble des acteurs concernés, la présidence aspire à un dialogue participatif qui permettra à l'Europe de regagner la confiance de ses citoyens.

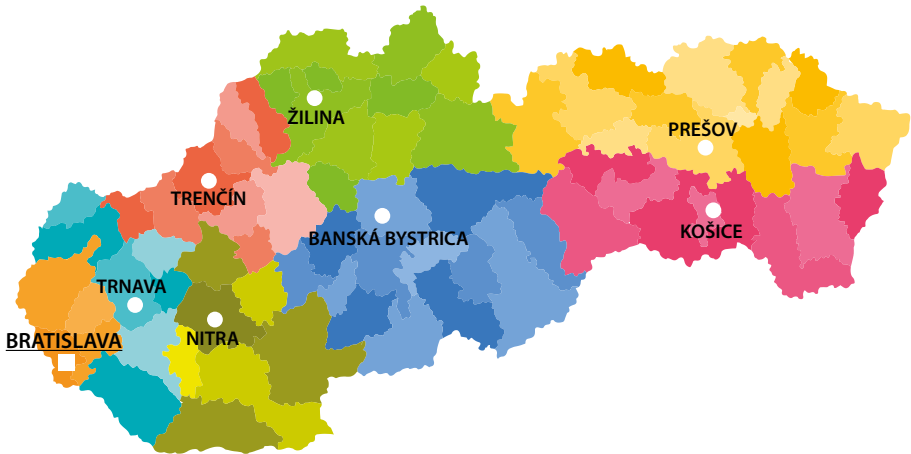
# Quelques informations essentielles sur la Slovaquie

<b>Dénomination officielle</b>	République slovaque
<b>Capitale</b>	Bratislava
<b>Superficie</b>	49 035 km <sup>2</sup>
<b>Autres villes importantes (en nombre d'habitants)</b>	Košice, Prešov, Žilina
<b>Langue nationale</b>	Slovaque
<b>Langue officielle</b>	Slovaque
<b>Monnaie</b>	Euro
<b>Population (au 1<sup>er</sup> janvier 2015)<sup>1</sup></b>	5 421 349
<b>Population d'origine étrangère (au 1<sup>er</sup> janvier 2015)<sup>1</sup></b>	177 624
<b>PIB en prix courants (en millions d'euros, 2015)<sup>1</sup></b>	78 070,8
<b>PIB par habitant (en standards de pouvoir d'achat [SPA], UE-28 = 100, 2014)<sup>2</sup></b>	77
<b>Emploi intérieur (2015)<sup>2</sup></b>	2 450 800
<b>Taux d'emploi (personnes âgées de 20 à 64 ans, 2014)<sup>2</sup></b>	68,4 %
<b>Taux de chômage (2015)<sup>2</sup></b>	11,0 %
<b>Espérance de vie à la naissance (2014)<sup>1</sup></b>	Femmes: 80,5 / Hommes: 73,3
<b>Principales exportations (en % des exportations totales, 2014)<sup>3</sup></b>	Véhicules autres que véhicules pour chemin de fer, tramway (24,93 %) Équipements électriques, électroniques (21,12 %) Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (12,23 %)
<b>Principales importations (en % des importations totales, 2014)<sup>3</sup></b>	Équipements électriques, électroniques (19,10 %) Véhicules autres que véhicules pour chemin de fer, tramway (13,02 %) Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (12,03 %)

<sup>1</sup> Eurostat

<sup>2</sup> Office des statistiques de la République slovaque

<sup>3</sup> Trademap



© Shutterstock: Veronika Mastkova

## Pour votre agenda:

### 13 juillet 2016

**Yaro M. Kupčo: Reflets de Slovaquie – exposition de photographies:** Manifestation au CESE pour lancer la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne. Cette exposition se déroulera dans les locaux du CESE du 13 juillet 2016 au 16 septembre 2016.

### 13 et 14 juillet 2016

**Session plénière du Comité économique et social européen:** présentation du programme de la présidence slovaque par M. Ivan Korčok, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne.

### 14 décembre 2016

**Soirée culturelle slovaque:** Manifestation au CESE pour conclure la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne.

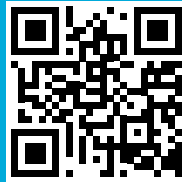


## Comité économique et social européen

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"  
EESC-2016-36-FR

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



© Union européenne, 2016  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



*Print:*  
QE-02-16-365-FR-C  
ISBN 978-92-830-3188-8  
doi:10.2864/444483

*Online:*  
QE-02-16-365-FR-N  
ISBN 978-92-830-3191-8  
doi:10.2864/36265

FR